

Rapport de gestion

Le 12 février 2020

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, publié le 13 février 2020. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation de la performance.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), vendue le 23 juillet 2018, YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)], Bookenda Limitée (Bookenda), vendue le 30 avril 2019, Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), vendue le 30 avril 2019, 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree), vendues le 6 juillet 2018, Publicité Juice DMS Limitée, vendue le 31 décembre 2018 et Juice Mobile USA LLC, dissoute le 20 décembre 2018 (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE), et 9778748 Canada Inc. (Totem), vendue le 31 mai 2018].

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, y compris un éventuel remboursement des débetures échangeables de la Société en totalité à leur valeur nominale le 31 mai 2021 ou peu après cette date et le début du versement d'un dividende trimestriel de 0,11 \$ par action ordinaire à compter du deuxième trimestre de 2020, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 12 février 2020, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Les marges brutes du secteur PJ ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de la baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétiseront.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et la performance d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de performances futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou cette performance seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou la performance réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des actions en justice ayant gain de cause contre la Société;
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté » et « marge sur BAIIA ajusté »)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (défini aux présentes comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures de la performance conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer la performance de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 30 de ce rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté est calculé comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer la performance d'une entreprise.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conforme aux normes IFRS et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçu, présentés dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de performance clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance des entreprises de notre secteur. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

La mesure financière conforme aux normes IFRS qui s'apparente le plus au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Veuillez vous reporter aux pages 5 et 12 du présent rapport de gestion pour un rapprochement des dépenses d'investissement et du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement, respectivement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes, par l'entremise de son secteur PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente et l'équipe de service à la clientèle de la Société, qui comptent plus de 300 professionnels dévoués, offrent cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 153 300 PME.

Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société, énumérés par secteur, est fournie ci-dessous.

Secteur PJ

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales.

Secteur Autre

- PJ Resto^{MC} (vendue le 30 avril 2019) – média numérique qui permettait aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.
- Bookenda.com (vendue le 30 avril 2019) – plateforme transactionnelle en ligne qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes.
- RedFlagDeals.com^{MC} (vendue le 22 août 2018) – fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne.
- Pages Jaunes Immobilier (vendue le 23 juillet 2018) – offrait aux Canadiens des renseignements leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d'achat, de vente ou de location de propriétés.
- DuProprio/ComFree (vendue le 6 juillet 2018) – site immobilier numérique au Québec, qui offrait aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.
- Western Media Group (vendue le 31 mai 2018) – revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire de l'amélioration continue de la rentabilité opérationnelle et de l'efficacité des dépenses d'investissement. L'amélioration à long terme de la rentabilité dépend de la croissance des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 161,3 M\$, ou 40,0 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 192,6 M\$, ou 33,4 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué pour se chiffrer à 151,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 180,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Produits tirés des médias et solutions numériques du secteur PJ : les produits tirés des médias et solutions numériques du secteur PJ ont diminué de 16,5 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 298,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.
- Nombre de clients¹ et produits moyens par client² du secteur PJ : le nombre de clients du secteur PJ a diminué pour s'établir à 153 300 clients pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 186 700 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 33 400 clients pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à un recul de 40 600 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits moyens par client du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 se sont chiffrés à 2 567 \$ comparativement à 2 488 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, ce qui représente une augmentation de 3,2 %.

¹ Le nombre de clients du secteur PJ correspond au nombre de clients qui, à la fin de la période de présentation de l'information financière, avaient eu recours à l'un de nos produits pour leur publicité au cours des douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

² Les produits moyens par client du secteur PJ correspondent à la moyenne des produits tirés des contrats par client du secteur PJ sur les douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre	2019	2018	2019	2018
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	1 973 \$	3 201 \$	9 647 \$	14 287 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8	839	91	1 899
Moins : Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	–	–	–	(4 150)
Dépenses d'investissement	1 981 \$	4 040 \$	9 738 \$	12 036 \$

Effectif¹

Aux 31 décembre	2019	2018	Variation
PJ	768	964	(196)
Autre	–	46	(46)
Effectif total	768	1 010	(242)

¹ La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour 2019 par rapport à 2018 et 2017. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018	2017 (données retraitées) ¹
Produits	403 213 \$	577 195 \$	727 967 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	161 345 \$	192 565 \$	183 109 \$
Marge sur BAIIA ajusté	40,0 %	33,4 %	25,2 %
Bénéfice net (perte nette)	94 669 \$	82 809 \$	(594 482) \$
Bénéfice (perte) de base par action	3,57 \$	3,13 \$	(22,52) \$
Dépenses d'investissement	9 738 \$	12 036 \$	60 885 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	151 607 \$	180 529 \$	122 224 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	144 759 \$	134 659 \$	116 577 \$

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

Produits

(en milliers de dollars canadiens)



BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens)



BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)



Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)



Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	2017 (données retraitées) ¹	% des produits
Produits	403 213 \$		577 195 \$		727 967 \$	
Coût des produits vendus ²	158 674	39,4 %	237 541	41,2 %	344 447	47,3 %
Marge brute ²	244 539	60,6 %	339 654	58,8 %	383 520	52,7 %
Autres coûts d'exploitation ²	83 194	20,6 %	147 089	25,5 %	200 411	27,5 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	161 345	40,0 %	192 565	33,4 %	183 109	25,2 %
Amortissements	39 109	9,7 %	76 094	13,2 %	112 965	15,5 %
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	–	–	–	–	507 032	69,7 %
Frais de restructuration et autres charges	12 499	3,1 %	15 862	2,7 %	34 400	4,7 %
Bénéfice (perte) d'exploitation	109 737	27,2 %	100 609	17,4 %	(471 288)	(64,7) %
Charges financières, montant net	39 600	9,8 %	54 729	9,5 %	53 946	7,4 %
Perte (profit) à la vente d'entreprises	367	0,1 %	(6 129)	(1,1) %	–	–
Perte de valeur de placements disponibles à la vente	–	–	–	–	3 720	0,5 %
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	69 770	17,3 %	52 009	9,0 %	(528 954)	(72,7) %
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(24 899)	(6,2) %	(30 800)	(5,3) %	63 424	8,7 %
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	–	–	–	–	2 104	0,3 %
Bénéfice net (perte nette)	94 669 \$	23,5 %	82 809 \$	14,3 %	(594 482) \$	(81,7) %
Bénéfice (perte) de base par action	3,57 \$		3,13 \$		(22,52) \$	
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	3,16 \$		2,78 \$		(22,52) \$	

Aux 31 décembre	2019	2018	2017 (données retraitées) ²
Total de l'actif	326 878 \$	442 369 \$	601 527 \$
Billets garantis de premier rang (y compris la tranche courante)	– \$	167 489 \$	308 898 \$
Débiteures échangeables	98 537 \$	96 179 \$	94 067 \$
Ratio total des billets garantis de premier rang et des débiteures échangeables/total de l'actif	30,1 %	59,6 %	67,0 %

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

² Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

Information sectorielle

À la suite des changements organisationnels apportés tout au long de l'exercice 2018, y compris la cession ou la liquidation de plusieurs sociétés liées, la Société a apporté des changements, au cours du premier trimestre de 2019, à la façon dont elle gère ses activités pour évaluer la performance et affecter les ressources. Les activités de la Société ont été classées en deux secteurs à présenter, soit : PJ et Autre. Les chiffres comparatifs ont été retraités pour refléter les changements apportés aux secteurs à présenter.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Le secteur comprend aussi le service d'annuaire numérique 411.ca, qui aide les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles, qui a été intégré dans la filiale entièrement détenue de la Société, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, au 30 septembre 2019.

Le secteur Autre comprend PJ Resto, un média numérique qui permettait aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations jusqu'à sa vente le 30 avril 2019. Ce secteur comprenait aussi Mediative, jusqu'à sa liquidation le 31 janvier 2019. Mediative offrait des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. Les activités des entreprises vendues en 2018 sont aussi comprises dans ce secteur jusqu'à leur date de cession respective, soit :

- Totem, qui offrait la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales jusqu'à sa vente le 31 mai 2018;
- Western Media Group, des revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien jusqu'à sa vente le 31 mai 2018;
- RedFlagDeals.com^{MC}, un fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne, jusqu'à sa vente le 22 août 2018;
- DuProprio/ComFree (DPCF), qui offrait aux propriétaires de maison canadiens des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse jusqu'à sa vente le 6 juillet 2018;
- Pages Jaunes Immobilier jusqu'à sa vente le 23 juillet 2018;
- La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE Mobile, qui facilitaient l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les annonceurs jusqu'à sa vente le 31 décembre 2018.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation.

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

Comparaison de l'exercice 2019 et de l'exercice 2018

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018	Variation en %
Médias numériques	298 762 \$	357 705 \$	(16,5) %
Médias imprimés	103 177	127 897	(19,3) %
PJ	401 939 \$	485 602 \$	(17,2) %
Médias numériques	1 274	84 534	(98,5) %
Médias imprimés	–	8 043	(100,0) %
Autre	1 274	92 577	(98,6) %
Médias numériques	–	(958)	n.s.
Médias imprimés	–	(26)	n.s.
Éliminations intersectorielles	–	(984)	n.s.
Médias numériques	300 036 \$	441 281 \$	(32,0) %
Médias imprimés	103 177 \$	135 914 \$	(24,1) %
Total des produits	403 213 \$	577 195 \$	(30,1) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le total des produits a diminué de 174,0 M\$, ou 30,1 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 403,2 M\$, comparativement à 577,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits est imputable aux cessions dans le secteur Autre et à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés dans le secteur PJ.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 141,2 M\$, ou 32,0 %, d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 300,0 M\$, comparativement à 441,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques est attribuable aux cessions dans le secteur Autre et à la baisse des produits dans le secteur PJ.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 32,7 M\$, ou 24,1 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 103,2 M\$. La baisse des produits tirés des médias imprimés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 est attribuable à la baisse des produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 83,7 M\$, ou 17,2 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 401,9 M\$, comparativement à 485,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est principalement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges brutes.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 16,5 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 298,8 M\$, contre 357,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client pour un sixième trimestre consécutif. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle essentiellement de la baisse de l'acquisition de clients, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 19,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 103,2 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés du secteur Autre ont totalisé 1,3 M\$, comparativement à 92,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Autre est attribuable aux cessions.

Marge brute¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	Variation en %
PJ	243 889 \$	60,7 %	306 157 \$	63,0 %	(20,3) %
Autre	650	51,0 %	33 660	36,4 %	(98,1) %
Éliminations intersectorielles	–	–	(163)	n.s.	n.s.
Total de la marge brute	244 539 \$	60,6 %	339 654 \$	58,8 %	(28,0) %

¹ Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la marge brute a diminué pour s'établir à 244,5 M\$, ou 60,6 % du total des produits, comparativement à 339,7 M\$, ou 58,8 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute est attribuable aux pressions exercées par la baisse globale des produits et le changement dans la composition des produits dans le secteur PJ, ainsi qu'aux cessions dans le secteur Autre. L'augmentation de la marge brute en pourcentage des produits s'explique par l'effet dilutif sur la rentabilité de la marge moins élevée dans le secteur Autre en 2018.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la marge brute a totalisé 243,9 M\$, ou 60,7 % des produits, comparativement à 306,2 M\$, ou 63,0 % des produits, pour la période correspondante de 2018. La diminution de la marge brute et de la marge brute en pourcentage des produits découle des pressions exercées par une baisse globale des produits et un changement dans la composition des produits, de même que des investissements dans le service à la clientèle à compter du deuxième trimestre de 2019 et des investissements dans l'acquisition de nouveaux clients au quatrième trimestre de 2019. Les pressions exercées sur les produits et les investissements dans le service à la clientèle et dans l'acquisition de nouveaux clients ont été contrebalancés en partie par l'amélioration de l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions de coûts ainsi que de la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services. Ces mesures comprenaient des réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018 et des consolidations des centres d'appel et l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018.

Autre

La marge brute du secteur Autre a totalisé 0,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 33,7 M\$, ou 36,4 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est imputable aux cessions.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	Variation en %
PJ	161 014 \$	40,1 %	185 026 \$	38,1 %	(13,0) %
Autre	331	n.s.	7 539	8,1 %	(95,6) %
Total du BAIIA ajusté	161 345 \$	40,0 %	192 565 \$	33,4 %	(16,2) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 31,2 M\$, ou 16,2 %, pour s'établir à 161,3 M\$, comparativement à 192,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'est établie à 40,0 %, comparativement à 33,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du BAIIA ajusté est attribuable aux pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre. La hausse de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'explique principalement par l'effet dilutif sur la rentabilité de la marge moins élevée dans le secteur Autre en 2018 et par les réductions du coût des produits vendus et de nos autres coûts d'exploitation. Les réductions ont contrebalancé en totalité les pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Le BAIIA ajusté du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 a totalisé 161,0 M\$, comparativement à 185,0 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution du BAIIA ajusté découle de la baisse globale des produits, des pressions exercées par le changement de la composition des produits et des investissements dans le service à la clientèle. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 a augmenté pour s'établir à 40,1 %, comparativement à 38,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'explique par les pressions exercées sur les produits et par les investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients, qui ont été contrebalancés en totalité par la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et par les réductions du coût des produits vendus et de nos autres coûts d'exploitation. La diminution du coût des produits vendus est essentiellement attribuable aux réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018, aux consolidations des centres d'appel et à l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018. La diminution des autres coûts d'exploitation découle des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur, ainsi que d'un ajustement à la charge de rémunération variable au premier trimestre de 2019 essentiellement attribuable à l'attrition de l'effectif et aux performances de l'exercice précédent.

Autre

Le BAIIA ajusté du secteur Autre s'est établi à 0,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 7,5 M\$, ou 8,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution d'un exercice à l'autre est attribuable aux cessions.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018	Variation en %
BAlIA ajusté	161 014 \$	185 026 \$	(13,0) %
Dépenses d'investissement	9 460	9 556	(1,0) %
PJ	151 554 \$	175 470 \$	(13,6) %
BAlIA ajusté	331	7 539	(95,6) %
Dépenses d'investissement	278	2 480	(88,8) %
Autre	53	5 059	(99,0) %
BAlIA ajusté	161 345 \$	192 565 \$	(16,2) %
Dépenses d'investissement	9 738 \$	12 036 \$	(19,1) %
Total du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement	151 607 \$	180 529 \$	(16,0) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 28,9 M\$, ou 16,0 %, pour s'établir à 151,6 M\$, comparativement à 180,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 a surtout subi l'incidence de la baisse du BAlIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels, en plus de l'incidence négative des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus en 2018.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a totalisé 151,6 M\$, comparativement à 175,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est attribuable essentiellement à la baisse du BAlIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels et s'explique aussi par l'incidence négative des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus en 2018.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre est minime, comparativement à 5,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse d'un exercice à l'autre découle des cessions.

Amortissements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 39,1 M\$, comparativement à 76,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Indemnités, avantages et remplacement externe	10 767 \$	31 231 \$
Règlement d'un litige	(99)	(14 095)
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	371	(2 029)
Coûts (économies) lié(e)s à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économies sur coûts des services passés), montant net	(980)	755
Autres frais	2 440	–
Total des frais de restructuration et autres charges	12 499 \$	15 862 \$

La Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 12,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, soit des frais de restructuration de 12,1 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 1,9 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 0,3 M\$ liée à la cession de logiciels, qui ont été contrebalancés par un recouvrement net de 1,8 M\$ découlant de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 15,9 M\$, qui comprennent des frais de restructuration de 32,0 M\$ attribuables essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 14,1 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. Les frais de restructuration ont aussi été contrebalancés par un recouvrement net de 1,6 M\$ découlant de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location, qui a été contrebalancé en partie par une perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et un recouvrement net de 0,4 M\$ relatif aux coûts d'exploitation futurs pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux.

Charges financières

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 39,6 M\$, comparativement à 54,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à une baisse du niveau d'endettement à la suite des remboursements des billets garantis de premier rang. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des contrats de location-acquisition, s'établissait à 9,0 % par année au 31 décembre 2019 (2018 – 9,2 %).

(Économie) charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 était de 26,8 %, comparativement à 26,9 % pour la période correspondante de 2018. La Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 24,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant de 44,2 M\$. La Société a comptabilisé une économie d'impôt de 35,7 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (2018 – économie d'impôt de 59,2 %). Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

En comparaison, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 30,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 8,5 M\$ et au règlement de positions fiscales incertaines de 38,6 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La Société a comptabilisé une économie d'impôt de 35,7 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à une économie d'impôt de 59,2 % pour l'exercice clos en 2018. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant, au règlement de positions fiscales incertaines et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé un bénéfice net de 94,7 M\$, comparativement à 82,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent est essentiellement attribuable à la diminution de la dotation aux amortissements et à la baisse des charges financières découlant d'une diminution du niveau d'endettement à la suite du remboursement des billets garantis de premier rang, facteurs contrebalancés en partie par une baisse du BAIIA ajusté et une économie d'impôt moins élevée.

Comparaison de l'exercice 2018 et de l'exercice 2017

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017 (données retraitées) ¹	Variation en %
Pour les exercices clos les 31 décembre			
Médias numériques	357 705 \$	417 466 \$	(14,3) %
Médias imprimés	127 897	165 674	(22,8) %
PJ	485 602 \$	583 140 \$	(16,7) %
Médias numériques	84 534	125 026	(32,4) %
Médias imprimés	8 043	21 253	(62,2) %
Autre	92 577	146 279	(36,7) %
Médias numériques	(958)	(1 385)	(30,8) %
Médias imprimés	(26)	(67)	n.s.
Éliminations intersectorielles	(984)	(1 452)	(32,2) %
Médias numériques	441 281 \$	541 107 \$	(18,4) %
Médias imprimés	135 914 \$	186 860 \$	(27,3) %
Total des produits	577 195 \$	727 967 \$	(20,7) %

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le total des produits s'est chiffré à 577,2 M\$, comparativement à 728,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 20,7 % d'un exercice à l'autre, soit 150,8 M\$, dont une tranche de 33,3 M\$ est attribuable aux entreprises cédées dans le secteur Autre. Mise à part la diminution découlant des cessions, la diminution du total des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est imputable à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques dans tous les secteurs ainsi qu'à la baisse des produits tirés des médias imprimés dans le secteur PJ.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le total des produits tirés des médias et solutions numériques s'est établi à 441,3 M\$, ou 76,5 % des produits, ce qui représente une baisse de 18,4 % d'un exercice à l'autre, soit 99,8 M\$, dont une tranche de 20,0 M\$ est attribuable aux entreprises cédées dans le secteur Autre, contre 541,1 M\$, ou 74,3 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Mise à part la diminution attribuable aux cessions, la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est attribuable à la baisse des produits dans les deux secteurs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le total des produits tirés des médias imprimés s'est établi à 135,9 M\$, ce qui représente une diminution de 27,3 % d'un exercice à l'autre, soit 50,9 M\$, dont une tranche de 13,2 M\$ est attribuable aux entreprises cédées. Mise à part la diminution attribuable aux cessions, la baisse des produits tirés des médias imprimés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est attribuable au secteur PJ.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits du secteur PJ ont diminué de 97,5 M\$, ou 16,7 %, pour s'établir à 485,6 M\$, comparativement à 583,1 M\$ pour la période correspondante de 2017. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est principalement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée. Ce changement dans la composition des produits a exercé une pression sur nos marges brutes.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 14,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 357,7 M\$, contre 417,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, contrebalancée en partie par une hausse des dépenses par client. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle à la fois de la baisse de l'acquisition de clients en 2018, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité, et du taux plus élevé de roulement, qui est essentiellement attribuable à l'intensification de l'acquisition de clients achetant des solutions d'entrée de gamme en 2016 et 2017, lesquels présentent habituellement un taux plus élevé de roulement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 22,8 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 127,9 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés du secteur Autre ont diminué de 53,7 M\$, dont un montant de 33,3 M\$ est attribuable aux entreprises cédées, pour se chiffrer à 92,6 M\$, comparativement à 146,3 M\$ pour la période correspondante de 2017. La diminution des produits tirés du secteur Autre s'explique principalement par la cession, par la Société, des activités d'exploitation de Comfree en juillet 2018, par l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, par la vente de Totem le 31 mai 2018, ainsi que par la réduction progressive des activités de Mediative.

Marge brute¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	% des produits	2017 (données retraitées) ²	% des produits	Variation en %
PJ	306 157 \$	63,0 %	339 477 \$	58,2 %	(9,8) %
Autre	33 660	36,4 %	44 537	30,4 %	(24,4) %
Éliminations intersectorielles	(163)	n.s.	(495)	n.s.	(67,1) %
Total de la marge brute	339 654 \$	58,8 %	383 519 \$	52,7 %	(11,4) %

¹ Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

² Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute s'est chiffrée à 339,7 M\$, ou 58,8 % du total des produits, ce qui représente une diminution de 43,9 M\$ d'un exercice à l'autre, dont une tranche de 14,2 M\$ est attribuable aux entreprises cédées, comparativement à 383,5 M\$, ou 52,7 % du total des produits, pour la période correspondante de 2017. L'augmentation de la marge brute en pourcentage des produits s'explique par les mesures de réduction des coûts, ainsi que par les efforts axés sur la rentabilité des produits et services, qui ont contrebalancé les pressions découlant de la diminution des produits et du changement dans la composition des produits.

Marge brute des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute s'est établie à 306,2 M\$, ou 63,0 % des produits, comparativement à 339,5 M\$, ou 58,2 % des produits, pour la période correspondante de 2017. La diminution de la marge brute découle d'une baisse des produits et du changement dans la composition des produits. La marge brute en pourcentage des produits a augmenté, puisque les pressions exercées sur les produits ont été plus que contrebalancées par les mesures de réduction des coûts, ainsi que par les efforts axés sur la rentabilité des produits et services. Ces mesures comprenaient des réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018, des consolidations des centres d'appel et l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018, de même que les efforts supplémentaires mis sur les ventes rentables tout au long de 2018.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute du secteur Autre s'est établie à 33,7 M\$, ou 36,4 % des produits, comparativement à 44,5 M\$, ou 30,4 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. La diminution de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique par la baisse des produits, contrebalancée en partie par une amélioration de la marge brute en pourcentage des produits découlant de la réduction des coûts.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	% des produits	2017 (données retraitées) ¹	% des produits	Variation en %
PJ	185 026 \$	38,1 %	182 590 \$	31,3 %	1,3 %
Autre	7 539	8,1 %	519	0,4 %	n.s.
Total du BAIIA ajusté	192 565 \$	33,4 %	183 109 \$	25,2 %	5,2 %

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté a augmenté de 9,5 M\$, ou 5,2 %, pour s'établir à 192,6 M\$, comparativement à 183,1 M\$ pour la période correspondante de 2017. Notre marge sur BAIIA ajusté s'est établie à 33,4 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 25,2 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Le BAIIA ajusté du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 a augmenté pour s'établir à 185,0 M\$, comparativement à 182,6 M\$ pour la période correspondante de 2017. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevée à 38,1 %, comparativement à 31,3 % pour la période correspondante de 2017. Malgré la baisse globale des produits et les pressions exercées sur les marges, notre BAIIA ajusté et marge sur BAIIA ajusté ont augmenté en raison d'une concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et des réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

Autre

Le BAIIA ajusté du secteur Autre pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevé à 7,5 M\$, ou 8,1 % des produits, comparativement à 0,5 M\$, ou 0,4 % des produits, pour la période correspondante de 2017. L'augmentation du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 découle de l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, et des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés. Le BAIIA ajusté de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est aussi amélioré par rapport à la période correspondante de 2017 en raison des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au cours du premier trimestre de 2017.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017 (données retraitées) ¹	Variation en %
Pour les exercices clos les 31 décembre			
BAIIA ajusté	185 026 \$	182 590 \$	1,3 %
Dépenses d'investissement	9 556	53 772	(82,2) %
PJ	175 470 \$	128 818 \$	36,2 %
BAIIA ajusté	7 539	519	n.s.
Dépenses d'investissement	2 480	7 113	(65,1) %
Autre	5 059	(6 594)	n.s.
BAIIA ajusté	192 565 \$	183 109 \$	5,2 %
Dépenses d'investissement	12 036 \$	60 885 \$	(80,2) %
Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	180 529 \$	122 224 \$	47,7 %

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a augmenté de 58,3 M\$, ou 47,7 %, pour s'établir à 180,5 M\$, comparativement à 122,2 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique surtout par la hausse du BAIIA ajusté et la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels et des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique et des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a totalisé 175,5 M\$, comparativement à 128,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique surtout par la hausse du BAIIA ajusté et la baisse des dépenses d'investissement relatives au développement de logiciels et des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique et des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre a augmenté pour se chiffrer à 5,1 M\$, comparativement à une perte de 6,6 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'amélioration du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement découle de l'augmentation du BAIIA ajusté et de la baisse des dépenses d'investissement liées au développement de logiciels.

Amortissements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 76,1 M\$, comparativement à 113,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, surtout en raison de la diminution du solde d'ouverture des immobilisations incorporelles à la suite de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017 et de la diminution des dépenses liées au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017 (données retraitées) ¹
Indemnités, avantages et remplacement externe	31 231 \$	15 098 \$
Règlement d'un litige	(14 095)	–
Perte de valeur (recouvrement) des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(2 029)	17 188
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés, montant net	755	1 332
Coûts de transaction	–	601
Autres frais	–	181
Total des frais de restructuration et autres charges	15 862 \$	34 400 \$

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

La Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 15,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (2017 – 34,4 M\$), qui comprennent des frais de restructuration et autres charges de 31,2 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 14,1 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. En outre, les frais de restructuration et autres charges ont été contrebalancés par un recouvrement net de 2,0 M\$ lié à la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux. Ce montant comprend un recouvrement net de 7,3 M\$ découlant d'un recouvrement plus favorable que prévu sur les contrats de location, facteur contrebalancé en partie par la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et les coûts d'exploitation futurs pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 34,4 M\$, se rapportant surtout à des réorganisations internes et à des réductions de la main-d'œuvre de 15,1 M\$ ainsi qu'à des fermetures de bureaux de 17,2 M\$. Les coûts de transaction de 0,6 M\$ se rapportent principalement aux frais connexes à l'acquisition.

Charges financières

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les charges financières ont augmenté pour se chiffrer à 54,7 M\$, comparativement à 53,9 M\$ pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation s'explique principalement par l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant en capital de 315,0 M\$ le 19 octobre 2017, qui portent intérêt à un taux plus élevé que les billets garantis de premier rang précédents. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des contrats de location-acquisition, s'établissait à 9,2 % par année au 31 décembre 2018 (2017 – 8,5 %).

(Économie) charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 était de 26,9 %, comparativement à 26,8 % pour la période correspondante de 2017. La Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 30,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 8,5 M\$ et au règlement de positions fiscales incertaines de 38,6 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

En comparaison, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 63,4 M\$, qui comprenait une économie d'impôt sur le résultat de 134,5 M\$ et une réduction de valeur du même montant liée à une perte de valeur de 500,0 M\$ de certaines immobilisations incorporelles et du goodwill comptabilisée au quatrième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une résorption d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui a représenté une charge d'impôt sur le résultat d'environ 70,0 M\$. Ces charges sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La Société a comptabilisé une économie d'impôt de 59,2 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à une charge d'impôt sur le résultat de (12) % sur la perte pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant, au règlement de positions fiscales incertaines et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour 2017 est essentiellement attribuable à la résorption et à la non-comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles de l'exercice considéré et des exercices précédents.

Bénéfice net (perte nette)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 82,8 M\$, comparativement à une perte nette de 594,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Nonobstant la charge pour perte de valeur de 507,0 M\$ comptabilisée en 2017, l'amélioration du bénéfice net s'explique essentiellement par l'augmentation du BAIIA ajusté, par la baisse de la dotation aux amortissements et des frais de restructuration et autres charges, par un profit à la vente d'entreprises et par une économie d'impôt.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Le tableau suivant présente les principales données financières consolidées de Pages Jaunes pour les huit plus récents trimestres.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2019				2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits du secteur PJ	93 507 \$	98 147 \$	106 610 \$	103 675 \$	110 782 \$	117 647 \$	129 339 \$	127 834 \$
Produits du secteur Autre et éliminations intersectorielles	–	–	162	1 112	13 737	12 503	33 873	31 480
Total des produits	93 507 \$	98 147 \$	106 772 \$	104 787 \$	124 519 \$	130 150 \$	163 212 \$	159 314 \$
Coûts d'exploitation	58 751	60 361	63 350	59 406	83 370	83 889	105 990	111 381
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	34 756	37 786	43 422	45 381	41 149	46 261	57 222	47 933
Marge sur BAIIA ajusté	37,2 %	38,5 %	40,7 %	43,3 %	33,0 %	35,5 %	35,1 %	30,1 %
Amortissements	8 678	9 221	10 082	11 128	17 063	18 945	19 202	20 884
Frais de restructuration et autres charges (recouvrement)	5 719	2 347	1 571	2 862	1 198	5 220	(1 754)	11 198
Bénéfice d'exploitation	20 359	26 218	31 769	31 391	22 888	22 096	39 774	15 851
Charges financières, montant net	7 360	7 019	11 456	13 765	13 516	13 074	13 977	14 162
Perte (profit) à la vente d'entreprises	10	160	197	–	(205)	(6 827)	903	–
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(40 608)	5 200	5 543	4 966	(30 380)	(11 276)	8 248	2 608
Bénéfice net (perte nette)	53 597 \$	13 839 \$	14 573 \$	12 660 \$	39 957 \$	27 125 \$	16 646 \$	(919) \$
Bénéfice (perte) de base par action	2,02 \$	0,52 \$	0,55 \$	0,48 \$	1,51 \$	1,03 \$	0,63 \$	(0,03) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	1,70 \$	0,49 \$	0,51 \$	0,45 \$	1,28 \$	0,89 \$	0,56 \$	(0,03) \$

Les tendances séquentielles au chapitre des produits trimestriels sont influencées par les calendriers de distribution des publications imprimées du secteur PJ, pour lequel le deuxième trimestre est le trimestre le plus solide. Les produits trimestriels ont diminué d'un exercice à l'autre essentiellement en raison de la baisse des produits au sein du secteur PJ liée à la perte globale de clients, facteur contrebalancé en partie par une augmentation des produits moyens par client au cours des six derniers trimestres. La baisse des produits dans le secteur Autre découle de la cession ou de la liquidation d'entreprises qui n'étaient pas rentables ou synergiques tout au long de 2018 et au cours des deux premiers trimestres de 2019.

Les coûts d'exploitation ont diminué au cours des périodes en raison de la baisse des produits, d'une concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et des réductions dans notre structure de coûts en 2018 et 2019. Ces mesures étaient liées aux réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle, au premier trimestre de 2018, aux consolidations des centres d'appel et à l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018, aux réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, aux réductions des espaces de bureaux de la Société, à l'optimisation des coûts liés à l'infrastructure technologique et aux autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur PJ. Ces initiatives de réduction de coûts ont été contrebalancées en partie par les investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients à compter du troisième trimestre de 2019. Les résultats du premier trimestre de 2019 ont aussi bénéficié d'un ajustement à la charge de rémunération variable essentiellement attribuable à l'attrition de l'effectif et aux performances de l'exercice précédent. En outre, la cession d'entreprises s'est traduite par une diminution des coûts d'exploitation au deuxième semestre de 2018, laquelle s'est poursuivie tout au long de 2019 à la suite de la conclusion de la liquidation de la division Mediative au premier trimestre et de la vente de PJ Resto et de Bookenda au deuxième trimestre.

La marge sur BAIIA ajusté a montré des signes d'amélioration continue au cours de deux premiers trimestres de 2019, les réductions dans notre structure de coûts et l'accent mis sur la rentabilité de nos produits et services ayant plus que contrebalancé les pressions exercées par la baisse globale des produits et le changement dans la composition des produits dans le secteur PJ. La marge sur BAIIA ajusté a diminué aux troisième et quatrième trimestres de 2019 en raison des pressions exercées sur les produits et des investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients.

Les amortissements ont diminué en raison de la diminution des immobilisations incorporelles découlant des dépenses moins élevées liées au développement de logiciels et de la diminution des immobilisations incorporelles découlant de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017.

Les frais de restructuration et autres charges de la Société se rapportent essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre et à la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés. Les résultats du deuxième trimestre de 2018 ont bénéficié d'un recouvrement net de 7,3 M\$ se rapportant à la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux, en raison d'un recouvrement plus favorable que prévu sur les contrats de location.

Les charges financières ont diminué en raison d'une baisse de l'endettement.

Le bénéfice net a été stable au cours des trois premiers trimestres de 2019, alors qu'au quatrième trimestre, il a tiré parti de la comptabilisation d'une économie d'impôt sur le résultat de 40,6 M\$, qui comprenait la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 44,2 M\$. Au quatrième trimestre de 2018, le bénéfice net a tiré parti de la reprise de charge d'impôt sur le résultat de 21,4 M\$ relativement aux années d'imposition précédentes et de la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 8,5 M\$. Le bénéfice net au troisième trimestre de 2018 a bénéficié de l'incidence du profit net à la vente d'entreprises de 6,8 M\$, de même que de la reprise de charges d'impôt de 18,3 M\$ relativement aux années d'imposition précédentes.

ANALYSE DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2019	2018	Variation en %
Médias numériques	70 162 \$	82 722 \$	(15,2) %
Médias imprimés	23 345	28 060	(16,8) %
PJ	93 507 \$	110 782 \$	(15,6) %
Médias numériques	–	13 989	(100,0) %
Médias imprimés	–	–	–
Autre	–	13 989	(100,0) %
Médias numériques	–	(252)	n.s.
Médias imprimés	–	–	–
Éliminations intersectorielles	–	(252)	n.s.
Médias numériques	70 162 \$	96 459 \$	(27,3) %
Médias imprimés	23 345 \$	28 060 \$	(16,8) %
Total des produits	93 507 \$	124 519 \$	(24,9) %

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, le total des produits a diminué de 31,0 M\$, ou 24,9 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 93,5 M\$, comparativement à 124,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 est imputable à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre.

Au quatrième trimestre de 2019, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 26,3 M\$, ou 27,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 70,2 M\$, contre 96,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019 est attribuable aux cessions dans le secteur Autre et à la baisse des produits dans le secteur PJ.

Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 4,7 M\$, ou 16,8 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 23,3 M\$. La baisse des produits tirés des médias imprimés au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019 est attribuable à la baisse des produits dans le secteur PJ.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour le quatrième trimestre de 2019, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 17,3 M\$, ou 15,6 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 93,5 M\$, comparativement à 110,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 est principalement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges brutes.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 15,2 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 70,2 M\$, contre 82,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client pour un sixième trimestre consécutif. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle essentiellement de la baisse de l'acquisition de clients, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 16,8 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 23,3 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Autre

En raison des cessions, aucun produit n'a été tiré du secteur Autre au cours du quatrième trimestre de 2019, ce qui s'est traduit par une baisse de 14,0 M\$ des produits du secteur Autre d'un exercice à l'autre.

Marge brute¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	Variation en %
PJ	54 799 \$	58,6 %	69 963 \$	63,2 %	(21,7) %
Autre	–	–	4 534	32,4 %	(100,0) %
Éliminations intersectorielles	–	–	(70)	n.s.	n.s.
Total de la marge brute	54 799 \$	58,6 %	74 427 \$	59,8 %	(26,4) %

¹ Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

Le marge brute a diminué pour s'établir à 54,8 M\$, ou 58,6 % du total des produits, pour le quatrième trimestre de 2019, comparativement à 74,4 M\$, ou 59,8 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute est attribuable aux pressions exercées par la baisse globale des produits et le changement dans la composition des produits dans le secteur PJ, ainsi qu'aux cessions dans le secteur Autre.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

La marge brute du secteur PJ a totalisé 54,8 M\$, ou 58,6 % des produits, pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, comparativement à 70,0 M\$, ou 63,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute et de la marge brute en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 découle des pressions exercées par une baisse globale des produits et un changement dans la composition des produits, de même que des investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients. Les pressions exercées sur les produits et les investissements dans le service à la clientèle et dans l'acquisition de nouveaux clients ont été contrebalancés en partie par l'amélioration de l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions de coûts ainsi que de la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services.

Autre

En raison des cessions, le secteur Autre n'a généré aucune marge brute au cours du quatrième trimestre de 2019, ce qui s'est traduit par une baisse de 4,5 M\$ de la marge brute du secteur Autre d'un exercice à l'autre.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	Variation en %
PJ	34 756 \$	37,2 %	38 853 \$	35,1 %	(10,5) %
Autre	–	–	2 296	16,4 %	(100,0) %
Total du BAIIA ajusté	34 756 \$	37,2 %	41 149 \$	33,0 %	(15,5) %

Le BAIIA ajusté a diminué de 6,4 M\$ pour s'établir à 34,8 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2019, comparativement à 41,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 s'est établie à 37,2 %, comparativement à 33,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du BAIIA ajusté au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019 est attribuable aux pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre. La hausse de la marge sur BAIIA ajusté s'explique principalement par les réductions du coût des produits vendus et de nos autres coûts d'exploitation, qui ont contrebalancé en totalité les pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ et l'effet dilutif sur la rentabilité de la marge moins élevée dans le secteur Autre en 2018.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Le BAIIA ajusté du secteur PJ pour le quatrième trimestre de 2019 a totalisé 34,8 M\$, comparativement à 38,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté découle de la baisse globale des produits, des pressions exercées par le changement de la composition des produits et des investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour le quatrième trimestre de 2019 s'est chiffrée à 37,2 %, comparativement à 35,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge sur BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre s'explique par les pressions exercées sur les produits et les investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients, qui ont été plus que contrebalancés par la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et par les réductions du coût des produits vendus et de nos autres coûts d'exploitation. La diminution des autres coûts d'exploitation découle des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

Autre

En raison des cessions, le secteur Autre n'a généré aucun BAIIA ajusté au cours du quatrième trimestre de 2019, ce qui s'est traduit par une baisse de 2,3 M\$ du BAIIA ajusté du secteur Autre d'un exercice à l'autre.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2019	2018	Variation en %
BAIIA ajusté	34 756 \$	38 853 \$	(10,5) %
Dépenses d'investissement	1 981	3 801	(47,9) %
PJ	32 775 \$	35 052 \$	(6,5) %
BAIIA ajusté	–	2 296	(100,0) %
Dépenses d'investissement	–	239	(100,0) %
Autre	–	2 057	(100,0) %
BAIIA ajusté	34 756 \$	41 149 \$	(15,5) %
Dépenses d'investissement	1 981 \$	4 040 \$	(51,0) %
Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	32 775 \$	37 109 \$	(11,7) %

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 4,3 M\$, ou 11,7 %, pour s'établir à 32,8 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2019, comparativement à 37,1 M\$ au cours de la période correspondante de 2018. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 a surtout subi l'incidence de la baisse du BAIIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter**PJ**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 32,8 M\$, comparativement à 35,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses d'investissement relatives au développement de logiciels.

Autre

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre est de néant, comparativement à un BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement de 2,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse d'un exercice à l'autre découle des cessions.

Amortissements

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 8,7 M\$, comparativement à 17,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2019	2018
Indemnités, avantages et remplacement externe	5 844 \$	5 387 \$
Règlement d'un litige	–	(3 537)
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(336)	468
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économies sur coûts des services passés), montant net	(980)	(1 120)
Autres frais	1 191	–
Total des frais de restructuration et autres charges	5 719 \$	1 198 \$

La Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 5,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, soit des frais de restructuration de 6,0 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et une charge de 0,8 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux, facteurs contrebalancés par un recouvrement de 1,1 M\$ découlant de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 1,2 M\$ se rapportant surtout à des réorganisations internes et à des réductions de la main-d'œuvre, qui ont été contrebalancés par l'incidence de 3,5 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur.

Charges financières

Pour le quatrième trimestre de 2019, les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 7,4 M\$, comparativement à 13,5 M\$ pour la période correspondante de 2018. Cette diminution est essentiellement attribuable à une baisse du niveau d'endettement à la suite des remboursements des billets garantis de premier rang.

Économie d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,8 % et à 26,9 % pour les trimestres clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement. Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 40,6 M\$, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant de 44,2 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

En comparaison, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 30,4 M\$ pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 11,9 M\$ et au règlement de positions fiscales incertaines de 21,4 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le quatrième trimestre de 2019 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le quatrième trimestre de 2018 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant et au règlement de positions fiscales incertaines.

Bénéfice net

Nous avons comptabilisé un bénéfice net de 53,6 M\$ et de 40,0 M\$ au cours des trimestres clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement. L'augmentation du bénéfice net est essentiellement attribuable à une diminution de la dotation aux amortissements en raison de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels, à une baisse des charges financières découlant d'une diminution du niveau d'endettement et à une économie d'impôt plus élevée, facteurs contrebalancés en partie par une baisse du BAIIA ajusté et par une augmentation des frais de restructuration et autres charges.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Aux 31 décembre	2019	2018
Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	44 408 \$	81 452 \$
Billets garantis de premier rang	– \$	167 489 \$
Déventures échangeables	98 537	96 179
Obligations liées à des contrats de location	57 885	75 320
Total de la dette	156 422 \$	338 988 \$
Insuffisance	(16 660)	(119 164)
Capitalisation totale	139 762 \$	219 824 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur la capitalisation totale	80,1 %	117,2 %

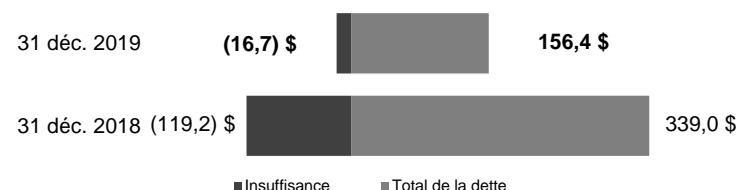
Au 31 décembre 2019, la dette de Pages Jaunes, déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions, totalisait 112,0 M\$, comparativement à 257,5 M\$ au 31 décembre 2018.

Le ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à 0,7 fois au 31 décembre 2019, comparativement à 1,3 fois au 31 décembre 2018. Cette diminution est essentiellement attribuable à l'élimination et à la réduction des billets garantis de premier rang et des obligations liées à des contrats de location.

Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹



Structure du capital (en millions de dollars canadiens)



¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non conforme aux normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Emprunt garanti par des actifs

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a renouvelé son emprunt garanti par des actifs de 50,0 M\$ d'une durée de cinq ans et en a prorogé la durée jusqu'en août 2022. À la demande de la Société, la convention régissant l'emprunt garanti par des actifs a été modifiée le 18 novembre 2019 afin de réduire le total des engagements, qui est passé de 50,0 M\$ à 25,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2019, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 1,5 fois. La Société avait des lettres de crédit de 3,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 21,6 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2019. Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Billets garantis de premier rang

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315,0 M\$ (les « billets ») échéant le 1^{er} novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les billets portent intérêt à un taux de 10,00 % par année et sont payables à terme échu en versements semestriels le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie, et tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année (ou le premier jour ouvrable suivant cette date), les billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20,0 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5:1. En 2019, la Société a effectué des paiements totaux de 100,7 M\$ pour le rachat obligatoire du capital des billets.

Rachat optionnel

Du 1^{er} novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société avait l'option de racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société avait l'option de racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1^{er} novembre 2020, la Société aura l'option de racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. En 2019, la Société a effectué des paiements totaux de 69,6 M\$ pour le rachat optionnel du capital des billets.

Avec les paiements de rachat obligatoire et de rachat optionnel effectués au cours de l'exercice, la Société a remboursé la totalité du solde impayé des billets au 31 décembre 2019.

Débetures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les « débetures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, la valeur nominale des débetures échangeables s'élevait à 107,1 M\$. Au 31 décembre 2019, la valeur des débetures échangeables, moins les intérêts non comptabilisés, était de 98,5 M\$, comparativement à 96,2 M\$ au 31 décembre 2018.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

L'acte de fiducie régissant les débentures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

L'acte de fiducie permet à la Société d'effectuer des paiements restreints, y compris des paiements de dividendes et des rachats d'actions ordinaires, d'un montant total maximal de 20,0 M\$ à compter de la date de l'acte de fiducie. À ce jour, la Société n'a effectué aucun paiement restreint depuis que l'acte de fiducie est entré en vigueur. Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

Option d'échange

Les débentures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débentures échangeables à son gré, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

La Société a l'intention d'effectuer un paiement de rachat optionnel pour rembourser la totalité de ses débentures échangeables le 31 mai 2021 ou peu après conformément aux modalités présentées ci-dessus (c'est-à-dire à un prix de rachat égal à 100 %).

L'option de rachat en trésorerie correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. Au 31 décembre 2019, la juste valeur était négligeable (2018 – néant).

Notations

DBRS Limited	Standard and Poor's Global Ratings
B (élevée)/notation de l'émetteur – tendance stable	B-/notation de la Société – perspective positive
B (élevée)/notation des débentures échangeables	B/notation des débentures échangeables

Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 31 décembre 2019, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 44,4 M\$ et un montant de 21,6 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Le 11 mai 2018, une modification au régime d'options sur actions a été approuvée, ce qui s'est traduit par l'augmentation du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options, qui est passé de 1 290 612 à 2 806 932, soit une augmentation de 1 516 320 actions ordinaires. Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 12 février 2020	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Actions ordinaires en circulation	28 075 308	28 075 308	28 075 308
Débetures échangeables en circulation ¹	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 484	2 995 484	2 995 484
Options sur actions en circulation ²	1 983 102	1 983 102	1 347 052

¹ Au 12 février 2020, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

² Le solde des options sur actions en circulation de 1 983 102 au 12 février 2020 et au 31 décembre 2019 ne comprend aucune option sur actions pouvant être exercée à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 1 347 052 au 31 décembre 2018 comprend 60 425 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

Politique en matière de dividendes

Le 12 février 2020, le conseil d'administration a approuvé le plan de la direction visant à déclarer et à verser des dividendes de 0,11 \$ par action ordinaire par trimestre à compter du deuxième trimestre de 2020.

La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés. Les décisions à l'égard des dividendes continueront de dépendre des activités et des résultats financiers de PJ, que le conseil d'administration évaluera chaque trimestre, et qui sont pour leur part assujettis à différents risques et hypothèses, dont ceux mentionnés dans le présent rapport de gestion.

Obligations contractuelles et autres engagements

(en milliers de dollars canadiens)

	Total	Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2019			
		1 an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Obligations liées à des contrats de location ^{1,2}	57 886 \$	2 767 \$	5 604 \$	7 001 \$	42 514 \$
Débetures échangeables ¹	107 089	–	107 089	–	–
Obligations liées à des contrats de location – contrats de location simple	73 366	5 036	10 239	10 615	47 476
Autres	45 296	18 667	20 187	5 229	1 213
Total des obligations contractuelles	283 637 \$	26 470 \$	143 119 \$	22 845 \$	91 203 \$

¹ Montant en capital

² Valeur actualisée nette

Obligations liées à des contrats de location

Nous avons conclu des contrats de location-financement relatifs à des locaux. Au 31 décembre 2019, les paiements minimaux en vertu de ces contrats de location-financement jusqu'en 2033 s'élèvent à 57,9 M\$.

Obligations liées à des contrats de location – contrats de location simple

Nous louons nos locaux et notre matériel de bureau en vertu de divers contrats de location dont une partie est comptabilisée à titre de contrats de location simple. Au 31 décembre 2019, les paiements minimaux liés à la partie comptabilisée à titre de contrat de location simple en vertu de ces contrats de location jusqu'en 2033 totalisent 73,4 M\$.

Obligations d'achat

Pour la distribution et l'impression de nos annuaires, nous faisons appel à des fournisseurs externes; nous avons conclu des ententes à long terme avec un certain nombre d'entre eux. Ces ententes viennent à expiration entre 2020 et 2032. Nous avons également des obligations d'achat en vertu de contrats de service pour les dépenses d'exploitation et les dépenses d'investissement. Au 31 décembre 2019, notre obligation visant l'achat de services au cours des cinq prochains exercices et des suivants se chiffrait à 45,3 M\$. Nous utiliserons les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer ces obligations d'achat.

Obligations au titre des prestations de retraite

PJ a un régime de retraite enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada et de la Commission des services financiers de l'Ontario comportant des volets à prestations définies pour les employés embauchés avant le 1^{er} janvier 2006 et à cotisations définies pour les employés établis ailleurs qu'au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006 (le « régime de retraite de PJ »), ainsi qu'un régime à cotisations définies enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (le « régime de PJ pour les employés du Québec ») pour les employés établis au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006. Les deux régimes couvrent ensemble la quasi-totalité des employés de la Société.

Au 31 décembre 2019, la valeur de marché des actifs du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ totalisait 481,7 M\$ et était investie dans un portefeuille diversifié de titres canadiens à revenu fixe et de titres de participation canadiens et internationaux. Le taux de rendement sur les actifs pour 2019 s'est établi à 19,54 %, soit un rendement supérieur de 0,26 % à celui de notre portefeuille de référence.

La plus récente évaluation actuarielle du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ aux fins de capitalisation a été effectuée au 31 décembre 2017. Il s'agit de la première évaluation effectuée conformément au nouveau cadre de capitalisation de l'Ontario, lequel élimine la cotisation requise en cas de déficit de solvabilité si le régime est solvable à plus de 85 %. Il prévoit aussi l'exigence de financer, sur une base de continuité d'exploitation une provision pour écarts défavorables (PED) déterminée selon les caractéristiques du régime. Aucune cotisation de solvabilité n'est requise (solvable à plus de 85 %), mais une cotisation annuelle pour couvrir les écarts défavorables est requise et se chiffre à 1,8 M\$ pour une période de dix ans commençant en 2019. La prochaine évaluation actuarielle aux fins de capitalisation devra être effectuée au plus tard le 31 décembre 2020.

En 2019, la Société a versé des cotisations annuelles équivalentes au coût des services rendus au cours de la période (le « coût annuel pour l'employeur ») de 10,2 M\$, ce qui comprend un montant de 1,8 M\$ pour financer le déficit. En 2020, le total des paiements en trésorerie devrait s'élever à 9,6 M\$.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	113 346 \$	103 231 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	31 413	31 428
	144 759 \$	134 659 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(9 647) \$	(14 287) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(91)	(1 899)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	–	4 150
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	466	211
Produit de la vente d'entreprises	1 936	63 665
Acquisition d'entreprise	(400)	(400)
	(7 736) \$	51 440 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Remboursement des billets garantis de premier rang	(170 231) \$	(144 769) \$
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(3 836)	(6 283)
	(174 067) \$	(151 052) \$
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DE LA TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS	(37 044) \$	35 047 \$
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	81 452	46 405
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, À LA FIN DE L'EXERCICE	44 408 \$	81 452 \$

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 10,1 M\$, pour s'établir à 144,8 M\$, comparativement à 134,7 M\$, en raison d'une baisse de 18,4 M\$ des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges, d'une baisse de 20,3 M\$ des intérêts versés découlant d'une baisse du niveau d'endettement à la suite du remboursement des billets garantis de premier rang et d'une baisse de 1,4 M\$ de la capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, facteurs contrebalancés en grande partie par la baisse de 31,2 M\$ du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 59,2 M\$, ce qui s'explique surtout par une diminution du produit de 61,7 M\$ reçu de la vente d'entreprises et une baisse de 4,2 M\$ des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus, facteurs contrebalancés en partie par une baisse de 6,4 M\$ des investissements relatifs au développement de logiciels et aux immobilisations corporelles.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 174,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 151,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. En 2019, un paiement de 170,2 M\$ a été effectué sur les billets garantis de premier rang comparativement à 144,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie et la trésorerie soumise à restrictions, les créances clients et autres débiteurs, l'investissement net dans les contrats de sous-location, les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les obligations liées à des contrats de location, les billets garantis de premier rang et les débentures échangeables.

L'option de rachat des débentures échangeables correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. Au 31 décembre 2019, la juste valeur était négligeable (2018 – néant).

4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Dans cette section, nous présentons des informations détaillées sur ces estimations et hypothèses importantes, qui font l'objet d'une évaluation constante par la Société.

Correction de valeur pour ajustements des produits

La Société comptabilise une correction de valeur pour ajustements des produits à titre de réduction des produits, laquelle représente une estimation des réclamations attendues des clients. La Société met à jour son estimation de la correction de valeur pour ajustements des produits en fonction des antécédents en matière de réclamations ainsi qu'en fonction de facteurs liés aux clients. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si les réclamations réelles sont plus ou moins élevées que ce qui était prévu précédemment.

Estimation de la durée du contrat de location

Lorsque la Société comptabilise un contrat de location, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si le contrat fera l'objet d'une prolongation ou si une option de résiliation anticipée sera exercée. La Société a établi que la durée de ses contrats de location correspond à la période de location initiale, puisqu'elle n'a pas la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation sera exercée. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société prolonge les contrats de location ou exerce une option de résiliation anticipée.

Déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié

La Société détermine si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié, en particulier lorsqu'elle libère des espaces de bureaux et qu'elle doit déterminer la recouvrabilité de l'actif, en fonction de sa capacité de sous-louer l'actif ou de résilier le contrat de location et de recouvrer ses coûts. La Société examinera les modalités de ses contrats de location ainsi que les conditions du marché local pour estimer le potentiel de recouvrabilité de chacun des locaux libérés visés par un contrat de location. La détermination du taux de recouvrement du coût du contrat de location exige de la direction qu'elle formule d'importantes estimations fondées sur la disponibilité d'espaces de bureaux semblables sur le marché et des conditions du marché local. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société réussit à sous-louer ses locaux libérés à un loyer supérieur ou inférieur ou à des dates différentes à ce qui était prévu initialement.

Évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients

Relativement à la dépréciation des créances clients (y compris les actifs sur contrat), la Société utilise le modèle des pertes de crédit attendues, qui exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers. Les pertes de crédit attendues pour créances douteuses relatives aux créances clients (aussi appelées correction de valeur pour créances douteuses) sont établies en fonction de divers facteurs, y compris, entre autres, la durée de l'exposition et, dans certains cas, la solvabilité du client. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de la Société en cas de changement soudain à la conjoncture économique ou à la solvabilité des clients.

Déterminer le taux d'actualisation pour les contrats de location

IFRS 16 exige que la Société actualise les paiements de loyers selon le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location si ce taux est facilement disponible. Si ce taux ne peut être déterminé facilement, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. En règle générale, la Société a utilisé son taux d'emprunt marginal lors de la comptabilisation initiale des contrats de location, étant donné que les taux d'intérêt implicites n'étaient pas facilement accessibles puisque l'information sur la juste valeur des actifs sous-jacents et les coûts directs engagés par le bailleur à l'égard des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location était fondé sur la date de début du contrat de location et a été recalculé à la date d'évaluation, le cas échéant.

Durées d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles

À chaque clôture, Pages Jaunes Limitée passe en revue les durées d'utilité estimées de ses immobilisations incorporelles et de ses immobilisations corporelles. À la clôture de l'exercice considéré, la direction a déterminé que les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et corporelles étaient adéquates.

Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services selon les taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement des coûts (économies) nets des régimes d'avantages nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes Limitée est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes Limitée devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales à l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture, réévaluée s'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible, ou réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Jugements importants

Provisions au titre des positions fiscales incertaines

Pages Jaunes Limitée est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. Il faut faire appel à un jugement important dans l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des activités, il survient des transactions et des calculs nombreux pour lesquels l'impôt définitif est incertain. Pages Jaunes Limitée constitue des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, selon la Société, reflètent de manière adéquate son risque lié à des questions fiscales visées par des discussions, un audit, un litige ou un appel auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement considérées comme comportant une incertitude. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide de la meilleure estimation du montant que la Société s'attend à payer en fonction d'une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents.

Pages Jaunes Limitée examine le caractère adéquat de ces provisions à chaque date de clôture et réévalue ses provisions si elle reçoit des informations indiquant que celles-ci pourraient augmenter ou diminuer. Il est toutefois possible que, à une date future donnée, un passif additionnel découle des audits menés par les autorités fiscales. Lorsque le montant définitif de la charge d'impôt liée à ces questions est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart se répercute sur la charge au cours de la période pendant laquelle l'écart est établi. Cette estimation n'était pas significative pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, mais était significative pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Normes comptables

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées sans incidence sur les états financiers consolidés

La Société a adopté, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, les modifications à portée limitée à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, et à IAS 23, *Coûts d'emprunt*, découlant des améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées avec incidence sur les états financiers consolidés

IFRIC 23 – *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

La Société a appliqué IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'adoption d'IFRIC 23 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

Modifications à IAS 19 – *Avantages du personnel*

Pages Jaunes Limitée a appliqué les modifications à IAS 19 en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Ces modifications traitent de la comptabilisation lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant la période considérée. Les modifications indiquent ce qu'une entité doit faire lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant l'exercice :

- Déterminer le coût des services rendus au cours de la portion restante de la période après la modification, la réduction ou la liquidation du régime au moyen des hypothèses actuarielles utilisées pour la réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après cet événement.
- Déterminer les intérêts nets pour la portion restante de la période après la modification, la réduction ou la liquidation du régime au moyen du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après cet événement et du taux d'actualisation utilisé pour la réévaluation de ce passif (cet actif) net au titre des prestations définies.

Les modifications précisent également qu'une entité établit d'abord le coût des services passés ou le profit ou la perte résultant d'une liquidation sans tenir compte de l'effet du plafond de l'actif. Ce montant est comptabilisé en résultat net. L'entité détermine ensuite l'effet du plafond de l'actif après la modification, la réduction ou la liquidation du régime. La variation, le cas échéant, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets.

L'adoption de ces modifications à IAS 19 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

5. Risques et incertitudes

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence significative sur les résultats futurs de PJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Se reporter à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux.

L'incapacité de la Société de stabiliser ou de faire croître ses produits et son bassin de clients pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société fait concurrence à d'autres entreprises d'annuaires, de médias publicitaires et de petites annonces dans divers médias et plateformes, y compris Internet, les journaux, la télévision, la radio, les appareils de télécommunication sans fil, les revues, les panneaux publicitaires et le publipostage direct. En particulier, les activités annuaires font face à une vive concurrence en raison de la pénétration accrue d'Internet au moyen des moteurs de recherche en ligne et par l'entremise d'organismes de réseautage social. Il est possible que la Société ne puisse livrer concurrence de manière efficace à ces concurrents en ligne, dont certains pourraient disposer de plus grandes ressources qu'elle. La stratégie Internet de la Société et ses activités annuaires pourraient être défavorablement touchées si les grands moteurs de recherche établissent des équipes de vente locales ou si elles font affaire de manière plus efficace avec les entreprises locales concernant les services de recherche. Ces concurrents pourraient réduire leurs prix pour accroître leur part du marché ou offrir leurs services à un prix inférieur à celui que la Société peut accorder.

La Société pourrait être forcée de réduire ses prix ou d'offrir et d'assurer la prestation d'autres services pour demeurer concurrentielle. Dans l'éventualité où la Société ne pourrait soutenir efficacement la concurrence actuelle ou future, cette situation pourrait entraîner un certain nombre d'incidences, notamment la diminution de sa clientèle d'annonceurs et de ses tarifs, ainsi que l'augmentation de ses coûts, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société pourrait subir des répercussions significatives si le recul de l'utilisation des annuaires téléphoniques imprimés devait se poursuivre à un rythme plus rapide que prévu. L'arrivée de nouvelles technologies et l'utilisation généralisée d'Internet entraînent des changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs. L'utilisation de produits sur Internet pour trouver de l'information, autrefois uniquement accessible dans des annuaires imprimés, s'est également accrue rapidement. L'Internet est de plus en plus accessible comme média publicitaire pour les entreprises de toutes tailles. De plus, l'utilisation d'Internet, notamment pour réaliser des transactions commerciales au moyen d'appareils mobiles, a entraîné l'apparition de nouvelles technologies et de nouveaux services qui font concurrence aux médias publicitaires traditionnels. Plus particulièrement, de tels changements ont une incidence marquée sur les produits imprimés, et la diminution de l'utilisation de ces médias se traduit graduellement par la baisse des produits tirés de la publicité. La consultation des annuaires commerciaux imprimés pourrait baisser plus vite que prévu, les utilisateurs se tournant vers des appareils de médias numériques et interactifs pour s'informer sur les commerces locaux.

L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La transition des médias imprimés aux médias numériques entraîne des incertitudes quant à savoir si le lancement de nouveaux produits arrivera à compenser la tendance à la baisse des produits provenant des médias imprimés. Si les produits numériques de la Société n'augmentent pas de façon importante, les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société en subiront des incidences défavorables significatives.

La Société s'attend à tirer une plus grande part de ses produits d'exploitation totaux de ses produits numériques et de ses autres nouveaux médias, étant donné que le profil d'utilisation poursuit sa migration des annuaires imprimés vers les produits numériques et les autres nouveaux médias.

L'expansion de la Société donnant lieu à une transition vers les produits numériques et nouveaux médias fait face à divers défis et risques, notamment les suivants :

- La Société pourrait ne pas être en mesure de continuer d'accroître l'utilisation de ses médias numériques au même rythme que celui d'autres fournisseurs ou pourrait le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement.
- L'utilisation d'Internet comme source d'information et média publicitaire pourrait ne pas poursuivre sa croissance ou le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement, en raison de facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler.
- La Société pourrait engager des frais supplémentaires considérables relativement à des investissements dans sa technologie de l'information, à des modifications de ses produits existants et à la conception de nouveaux produits, ce qui risque de réduire sa marge de profits dans l'avenir.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'élaborer et de commercialiser de nouveaux produits de manière opportune et efficace, étant donné que ses marchés sont caractérisés par l'évolution rapide de la technologie, le lancement de nouveaux produits, l'amélioration des produits existants et la migration de la demande des annonceurs et des utilisateurs finaux de publicité, y compris les préférences en matière de technologies.
- La Société pourrait être incapable d'améliorer ses systèmes de technologie de l'information de façon à gérer efficacement l'accroissement de l'utilisation de ses médias numériques et à offrir de nouveaux produits et services.
- La Société pourrait être incapable de se tenir au fait des changements dans les conditions de service ou les algorithmes des moteurs de recherche, ce qui pourrait faire en sorte que les médias numériques de la Société ou de ses annonceurs soient exclus des résultats de recherche ou qu'ils n'apparaissent pas dans les premiers résultats ou encore rendre plus difficile ou onéreux pour la Société de fournir des solutions de marketing par moteur de recherche ou d'optimisation pour moteurs de recherche à ses annonceurs.
- Les annonceurs de la Société pourraient être réticents à accroître leurs investissements dans la publicité numérique.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'augmenter ou de maintenir les prix de ses produits et services à l'avenir.

Si l'un des risques susmentionnés devait se produire, cela pourrait nuire significativement aux produits de la Société tirés des médias numériques ainsi qu'à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société prévoit qu'elle continuera de dépendre des diverses relations avec des tiers pour étendre ses activités, comme les fournisseurs de technologies et de contenu, les partenaires dans le cadre d'échanges de services publicitaires en temps réel et d'autres partenaires stratégiques. La Société pourrait ne pas réussir à maintenir ces relations, et ces tiers pourraient connaître des perturbations ou des problèmes de performance, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'efficacité et la réputation de la Société.

De plus, la Société dépend largement des systèmes de technologie de l'information pour gérer les fonctions cruciales de ses solutions de marketing numérique et mobile. Le succès futur de la Société dépendra en partie de sa capacité à rehausser et à améliorer de façon continue ses solutions déjà en place en temps opportun au moyen de caractéristiques et de prix qui répondent aux besoins changeants des annonceurs. Étant donné que le marketing par l'entremise de nouveaux canaux publicitaires numériques, comme la publicité mobile, est en plein essor, il pourrait évoluer de manière inattendue, et l'incapacité de la Société à s'adapter avec succès à l'évolution du marché pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société tire principalement ses produits de la vente de publicité dans des annuaires Pages Jaunes imprimés et numériques dans tout le Canada. Les produits tirés de la publicité de la Société, comme ceux des éditeurs d'annuaires en général ne varient habituellement pas de façon importante selon les cycles économiques. Toutefois, un ralentissement économique ou une récession de longue durée qui toucherait les marchés de la Société ou toute détérioration de la conjoncture économique générale pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités de la Société. Les incidences défavorables d'un ralentissement économique ou d'une récession sur la Société pourraient être aggravées par le fait que la majorité des clients de la Société sont des PME. Ces entreprises ont de plus modestes ressources financières et de plus haut taux de faillites que les grandes entreprises et pourraient être plus vulnérables aux récessions prolongées. Par conséquent, ces PME pourraient être davantage enclines à réduire ou à éliminer leur publicité auprès de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à faible marge, comme les services et la revente, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la rentabilité de la Société

Les publicités numériques vendues sur les médias appartenant à la Société et exploitées par celle-ci sont actuellement beaucoup plus rentables que les services numériques (sites Web, optimisation pour moteur de recherche, syndication de contenu et Facebook) et les solutions de revente (OMR). Si la part des produits tirés des services numériques et des solutions de revente devait se révéler considérablement plus élevée que prévu, la rentabilité pourrait s'en ressentir.

L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La réussite de la Société dépend des compétences, de l'expérience et des efforts personnels des cadres supérieurs de la Société, y compris leur capacité à attirer et à conserver des employés compétents. La Société dépend également du nombre de conseillers médias et d'employés du secteur des systèmes d'information et des technologies de l'information, ainsi que de l'expérience de ceux-ci. La perte des services de ces membres du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.

Le succès de nombreuses campagnes de marketing de nos clients dépend de leur capacité à attirer un bassin d'utilisateurs de grande valeur. La Société investira afin de préserver le bassin d'utilisateurs de produits numériques au sein de son réseau de médias en ligne et mobiles en améliorant la qualité, l'exhaustivité et la pertinence du contenu distribué à ses médias, tout en fournissant des applications et des sites verticaux attrayants pour la recherche locale. La Société pourrait ne pas être en mesure de préserver ou d'accroître l'utilisation de ses médias numériques, et ces investissements pourraient ne pas être rentables. Rien ne garantit que l'utilisation actuelle des médias numériques de la Société, ou la croissance éventuelle de cette utilisation, se traduira par le maintien ou l'augmentation des taux de renouvellement des annonceurs et/ou de leurs dépenses annuelles, ni par une augmentation mesurable du nombre d'annonceurs.

L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Nous avons conclu trois contrats de services de facturation et de recouvrement. Le contrat avec Bell Canada (« Bell ») vient à expiration le 31 décembre 2020 et le contrat avec Norouestel Inc., une société liée de Bell, vient à expiration le 29 novembre 2032. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031. Grâce à ces conventions, notre facturation figure de manière distincte sur les factures téléphoniques des clients de Bell et de TELUS qui ont recours à nos services. Bell et TELUS (les « partenaires Telco ») confient par contrat à des tiers la facturation mensuelle à l'égard des clients pour lesquels ils sont les fournisseurs de services téléphoniques locaux. De plus, les partenaires Telco perçoivent auprès de leurs clients, pour le compte de la Société, les sommes qu'ils doivent à celui-ci à titre de clients. En outre, la Société a conclu des conventions de publication avec chacun des partenaires Telco. Si la Société ne peut respecter ses obligations conformément à ces conventions et que ces conventions sont de ce fait résiliées par l'un ou l'autre des partenaires Telco, d'autres conventions conclues avec les partenaires Telco pourraient aussi être résiliées, y compris la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de Bell Canada, la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de TELUS, la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de MTS Inc. et la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de Bell Canada Inc., ainsi que toutes les clauses de non-concurrence convenues avec les partenaires Telco.

Nous avons conclu des conventions avec des fournisseurs de services externes pour l'impression et la distribution de nos annuaires et de nos publications. Ces conventions se rapportent à des services qui font partie intégrante de nos activités.

L'incapacité des partenaires Telco ou de tout autre de nos fournisseurs de remplir leurs obligations contractuelles pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités.

La Société prend elle-même en charge la facturation à l'égard des clients dont le fournisseur de services téléphoniques locaux n'est pas l'un des partenaires Telco, ainsi que de tous les nouveaux clients.

Des actions en justice ayant gain de cause contre la Société pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société

De temps à autre, la Société pourrait être visée par des litiges découlant de ses activités. La Société n'est à l'heure actuelle partie à aucun litige significatif. Toutefois, dans l'éventualité d'une cause d'action légitime à l'issue de laquelle la Société n'aurait pas gain de cause, les résultats d'exploitation et la situation financière pourraient être touchés défavorablement. Les réclamations dans le cadre de tels litiges pourraient être significatives ou indéterminées. Différents types de réclamations peuvent être présentés, portant notamment sur la violation de contrat, la négligence, les impôts et les questions liées à l'emploi. Le dénouement de ces litiges est incertain et pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société, et la Société pourrait être tenue d'engager des frais considérables pour se défendre contre ces litiges ou d'y consacrer d'importantes ressources. De plus, l'issue ou le règlement défavorable d'un litige pourrait favoriser l'apparition de nouveaux litiges.

Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Certains employés non cadres de la Société sont syndiqués. À l'heure actuelle, sept conventions collectives ont été conclues avec la Société. Toutes ces conventions collectives ont été renégociées, quatre d'entre elles expirent le 31 décembre 2021, deux autres, le 30 juin 2022 et la dernière, le 31 mars 2023. Si la Société n'était pas en mesure de renouveler ces conventions avec son personnel syndiqué au moment de leur renégociation, il pourrait en résulter des arrêts de travail additionnels et d'autres perturbations du travail qui pourraient avoir des répercussions défavorables significatives sur nos activités.

La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales effectuent des vérifications continues. À cet égard, la Société est d'avis que tous les frais qui ont fait l'objet d'une demande de déduction par les différentes entités du groupe sont raisonnables et déductibles et que le coût indiqué ainsi que la déduction pour amortissement demandée à l'égard des biens amortissables de ces entités ont été correctement déterminés. Toutefois, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Une telle contestation, si elle a lieu, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des applications cartographiques et des moteurs de recherche pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société a conclu des ententes avec plusieurs applications cartographiques et moteurs de recherche pour faire la promotion de ses annuaires en ligne. Ces ententes facilitent l'accès au contenu de la Société et aux annonces de ses clients et permettent à la Société de produire un volume de trafic supérieur à celui qu'elle obtiendrait seule et d'augmenter le nombre de clients potentiels de ses annonceurs tout en maintenant sa relation avec ses clients. La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche pourraient avoir une incidence sur le succès des solutions de marketing Internet de la Société. De plus, de nombreux autres concurrents dans les marchés de la Société fournissent des services de marketing Internet, ce qui fait que les clients de la Société pourraient choisir d'avoir recours à d'autres fournisseurs, parfois plus importants, pour ces services ou à des moteurs de recherche directement. Les éléments qui précèdent pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les activités commerciales de la Société reposent dans une large mesure sur l'exploitation efficiente et ininterrompue de ses ordinateurs et de ses systèmes de communications de même que de ceux de tierces parties. Les médias numériques, le traitement des ventes et de la publicité, le stockage des données, la production, la facturation, le recouvrement et les transactions courantes de la Société pourraient souffrir grandement de cyberattaques ou de la défaillance de cette technologie, ce qui, à son tour, pourrait nuire significativement à la Société, à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

En outre, les systèmes d'information et les technologies de l'information de la Société pourraient être sensibles aux dommages et aux interruptions de diverses provenances et ses plans de rétablissement du service après sinistre pourraient être inefficaces. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La capacité de la Société d'effectuer des paiements prévus en vertu de sa dette dépendra, entre autres, de son rendement d'exploitation futur. Il est impossible de garantir que la Société sera en mesure de générer suffisamment de trésorerie de ses activités pour payer les obligations au titre de sa dette. La capacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements, est, dans une large mesure, assujéti à d'autres facteurs économiques, financiers, concurrentiels, opérationnels et autres, dont un grand nombre est indépendant de la volonté de la Société.

Il est impossible de garantir que la Société continuera d'être en mesure d'obtenir en temps opportun suffisamment de fonds sous des conditions acceptables pour la Société afin de fournir un niveau de liquidités adéquat et de financer les activités et les dépenses d'investissement nécessaires pour relever les défis liés à l'évolution de ses activités et pour soutenir la stratégie d'affaires si les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la trésorerie disponible sont insuffisants.

L'impossibilité de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent des activités, de la dette, de financements par actions ou de refinancements, pourrait contraindre la Société à reporter ou à abandonner certaines de ses dépenses prévues ou à modifier sa stratégie d'affaires et pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. En outre, les concurrents qui disposent d'un niveau de liquidités plus important ou qui ont une meilleure capacité à mobiliser des fonds et selon des modalités moins coûteuses pourraient créer un désavantage concurrentiel pour la Société.

L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société pourrait être obligée d'augmenter les cotisations à ses régimes de retraite dans l'avenir en raison de divers facteurs comme les rendements futurs liés aux actifs du régime, les taux d'intérêt à long terme et les modifications apportées à la réglementation relative aux régimes de retraite, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur la situation de trésorerie et les résultats d'exploitation de la Société.

Les besoins de capitalisation des régimes de retraite de la Société, qui découlent des évaluations des actifs et des passifs de ses régimes de retraite, reposent sur un certain nombre de facteurs, notamment le rendement réel des actifs des régimes de retraite, les taux d'intérêt à long terme, les caractéristiques démographiques des participants au régime ainsi que les règlements en matière de pension. Les modifications apportées à ces facteurs pourraient faire en sorte que les cotisations réelles futures diffèrent considérablement des estimations actuelles de la Société, et cette dernière pourrait devoir verser des cotisations additionnelles à ses régimes de retraite à l'avenir, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur sa situation de trésorerie, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Rien ne garantit que les régimes de retraite de la Société parviendront à atteindre le taux de rendement présumé. Une part significative des actifs des régimes de retraite de la Société est investie dans des titres de participation cotés en Bourse. Par conséquent, la capacité des régimes de retraite de la Société d'atteindre le taux de rendement prévu par la direction dépend largement de la performance des marchés financiers. La conjoncture influe également sur le taux d'actualisation utilisé pour le calcul des obligations de la Société en matière de solvabilité et, par conséquent, elle pourrait aussi avoir une incidence considérable sur les besoins de financement en trésorerie de la Société.

6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2019.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 décembre 2019.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} octobre 2019 et clos le 31 décembre 2019, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.